

Catastrophe de la Linière

Les associations dénoncent l'inhumanité de la réponse de l'Etat

2016 : près de 3000 personnes sur le camp du Basroch. Ce camp n'a jamais été reconnu par l'Etat. Des hommes, des femmes et des enfants sont dans la boue et le froid.

Le Maire de Grande-Synthe, soutenu par des ONG et le tissu associatif local, prend la responsabilité de mettre les personnes à l'abri dans le camp de la Linière afin de leur offrir des conditions de vie les plus dignes possibles.

Le démantèlement de Calais provoque une pression démographique importante sur le camp de Grande-Synthe. Malgré tout l'Etat poursuit sa politique de retrait des abris en bois sur le camp. Les cuisines communautaires deviennent des dortoirs. La municipalité et les associations interpellent l'Etat pour libérer des places en CAO pour les personnes qui sont prêtes à partir, environ 200. La situation traîne depuis plusieurs mois, les places ne sont toujours pas débloquées. Sur le camp les tensions dues aux conditions de vie montent.

11 avril : 1 700 personnes sur le camp. Les tensions montent d'un cran. Le camp est détruit par un incendie. Dans la nuit les exilés sont dispersés et des salles de sports sont mobilisées pour les accueillir.

Les associations arrivent en renfort sur les questions d'urgence auprès de la municipalité.

Depuis, nous constatons que l'Etat ne fait pas face comme il le devrait à la situation.

La seule information de la part de l'Etat est qu'il interdit tout renouvellement de ce camp, deux semaines après avoir re signé une convention tripartite avec la municipalité et l'association gestionnaire.

L'Etat gère d'une manière opaque les départs en CAO, n'informe pas correctement les exilés sur les suites, ni même les associations humanitaires qui accompagnent les exilés sur le Dunkerquois depuis 15 ans.

Ceux qui ne veulent pas partir vers les CAO sont condamnés à l'errance, nous estimons ce chiffre à environ un millier sur le littoral.

Ce qui démontre, encore une fois, qu'il n'y a pas de politique migratoire. Ce qui laisse présager le pire pour l'avenir.

Nous dénonçons la maltraitance dont les exilés sont victimes.

Nous demandons le respect des droits fondamentaux, que l'Etat reconnaisse enfin la présence de personnes exilées en transit sur notre sol et qu'il mène une politique cohérente d'accueil.

Ce drame souligne l'urgence de créer plusieurs lieux d'accueil humanitaire dans une région où de nombreuses personnes continuent à arriver dans l'espoir de traverser la Manche.

Signataires : la Ligue des Droits de l'Homme de Dunkerque, le MRAP, SALAM Nord-Pas de Calais, AMiS Tétéghem, ADRA Dunkerque, Médecins du Monde, l'Auberge des Migrants, Terre d'Errance Flandre Littoral, le Secours Catholique, L'entraide de l'église Protestante Unie de France à Dunkerque, ACCMV.